



**RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2017 (ROB)
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU GRAND CAHORS**

*« Nous sommes là pour accomplir une œuvre,
non pour négocier des avantages
mais pour rechercher
notre avantage dans l'avantage commun »*

Jean Monnet

I- LES CONTRAINTES DU ROB COMMUNAUTAIRE

A- Contexte économique et financier

- 1- Environnement économique
- 2- La loi de finances 2017

B- Les contraintes du budget communautaire

Rappel : Les conditions de l'équilibre budgétaire

II- LES DONNEES « DYNAMIQUES » DU BUDGET

- A- L'évolution rétrospective du résultat
- B- La dotation globale de fonctionnement (DGF)
- C- Fonds de Péréquation Intercommunal et Communal
- D- Les recettes fiscales de la communauté
- E- La taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)
- F- L'investissement réalisé en 2016 et son financement
- G- Evolution de notre capacité à investir
- H- L'encours de dette
- I- Evolution des effectifs et Schéma de mutualisation

IV- LES BUDGETS ET STRUCTURES ANNEXES

- A- Budget annexe du SPANC
- B- Budget annexe du Transport
- C- Participations aux structures annexes

V- SYNTHESE

VI – ANNEXES –

- A- Comparatif DOB 2016/CA 2016 détaillé de la rétrospective consolidée BP+ OM
- B- Détails de l'encours de Dette
- C- La fiscalité par commune, sur le territoire en 2016
- D- Bilan des Autorisations de Programmes (cf délibération spécifique)

Le Rapport d'orientation budgétaire (ROB) constitue un moment essentiel de la vie d'une collectivité territoriale ou d'un groupement de collectivités territoriales. A cette occasion, sont notamment définies sa politique d'investissement et sa stratégie financière ; première étape du cycle budgétaire.

Ce débat permet à l'assemblée délibérante :

- de discuter des orientations budgétaires qui préfigurent les priorités qui seront affichées dans le budget primitif ;
- d'être informée sur l'évolution financière de la communauté d'agglomération.

Il donne également aux élus la possibilité de s'exprimer sur la stratégie financière et fiscale de leur communauté d'agglomération.

J- LES CONTRAINTES DU ROB COMMUNAUTAIRE

A- Contexte économique et financier

1- Environnement économique

La croissance du produit intérieur brut (PIB) estimée pour 2016 serait de l'ordre de 1,2%. Le Budget de l'Etat pour 2017 a été conçu avec une prévision de 1,5% (tout comme en 2016). De 1990 à 2011, la croissance du PIB était essentiellement liée à la consommation des ménages et aux dépenses des administrations publiques. Désormais, l'Etat privilégie le levier que constitue l'investissement des entreprises pour améliorer le PIB de la France.

La reprise de la demande extérieure prévue dans le Projet de Loi de Finances 2016 n'a pas eu lieu (+5,2% prévus, contre 2,7% réalisés) mais il y a eu reprise de l'emploi marchand en 2016 (+120 000 postes en 2016), de la consommation des ménages (+1,9% en 2016) et de l'investissement des entreprises (hors construction) (+4,9% en 2016). Il apparaît toutefois urgent que la croissance et l'inflation repartent pour que les entreprises et le commerce extérieur se substituent aux ménages, ces derniers subissant les hausses des prélèvements et la pression budgétaire sur les collectivités.

2- La loi de finances 2017

La loi de finances (LFI) 2017 est basée sur un indice des prix (hors tabac) : de 0,8 % pour 2017 et révisé à 0,1% pour 2016 (contre une prévision à 1% en LFI 2016) après 0,40% en 2014 et 0% en 2015.

Le premier objectif de la loi de finances 2017 reste, comme les 3 années précédentes, la réduction du déficit public. Ainsi, la trajectoire des finances publiques présentée par le Gouvernement doit permettre de ramener le déficit public sous la barre des 3% en 2017, conformément aux accords européens dans le cadre du traité de Maastricht de 1992.

Le déficit global 2015 est de 3,5% dont + 0,03% du fait des collectivités (en excédent, surtout par la baisse des dépenses).

Rappel : Pour l'Etat, le déficit représente la hausse de l'encours de la dette. Pour les collectivités, le déficit budgétaire est égal aux résultats par section (dépenses déduction faite des recettes, en sachant que l'emprunt ne peut financer que les opérations d'équipement).

La loi de programmation des Finances Publiques 2014/2019 avait fixé comme objectif d'évolution des dépenses publiques (fonctionnement + investissement (hors dette)) :

- + 0,5% en 2015 dont +2% en fonctionnement => réalisé - 0.3% au global et +1.7% en fonctionnement seul ;
- + 2,1 % global pour les communes et communauté en 2017 ; dont + 1,3% pour les seules dépenses de fonctionnement.

Le rapport annexé au PLF 2017 précise : « le rétablissement durable des finances publiques locales passe par un pilotage plus serré de la dépense locale et par un effort de rationalisation des structures et des moyens : la mise en œuvre des réformes territoriales devrait aider les collectivités à rationaliser

leurs dépenses. D'autant que la loi NOTRe a mis en place, ou renforcé plusieurs outils pour favoriser un partage efficace de compétences et/ou des mutualisations de services ou de moyens (fonction achat, consolidation des comptes avec les budgets annexes, gestion du patrimoine et calcul de coûts de services publics locaux fournis) ».

- **Nouvelle enveloppe normée**

Cette année, ce sont les dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle des régions et départements (DCRTP) et les fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle (FDPTP) qui intègrent le périmètre de l'enveloppe normée. Il sera à surveiller en 2017, l'intégration de la dotation de la réforme de TP du bloc communal dans l'enveloppe normée (et donc soumise au coefficient de minoration pour le maintien d'une enveloppe normée stable d'une année sur l'autre).

Au regard de ces contraintes, les compensations fiscales, servant de variable d'ajustement de l'enveloppe normée (hors TH => cf point spécifique art 75), devraient baisser de 40% en moyenne en 2017.

- **Les concours financiers de l'Etat**

La réforme de la DGF : repoussée en 2018

Concernant les communautés d'agglomération, la dotation intercommunalité devrait être régularisée de +3€/hab en 2017 suite à la forte chute constatée en 2016 due aux changements de périmètre de certaines intercommunalités en Métropole. (2/3 EPCI ont fusionné au 01/01/17 suite à la révision des schémas départementaux de coopération intercommunale).

La contribution au redressement de la France

Après une première contribution de 1,5 milliard d'euros en 2014, un prélèvement supplémentaire de 3,67 milliards a été opéré en 2015 et 2016 à répartir entre communes, EPCI, départements et régions. La contribution pour 2017 du bloc communal devrait correspondre à la moitié de celle de 2016.

| | Bloc communal | Départements | Régions | Total |
|---|---------------|--------------|----------|-----------|
| Part dans les recettes totales (données 2013) | 52,4% | 34,2% | 13,4% | |
| Contribution 2017 | 1 036 M€ | 1 148 M€ | 451 M€ | 2 635 M€ |
| Contribution 2016 | 2 071 M€ | 1 148 M€ | 451 M€ | 3 670 M€ |
| Contribution 2015 | 2 071 M€ | 1 148 M€ | 451 M€ | 3 670 M€ |
| Contribution 2014 | 840 M€ | 476 M€ | 184 M€ | 1 500 M€ |
| Contribution cumulée 2014/2017 | 6 018 M€ | 3 920 M€ | 1 537 M€ | 11 475 M€ |

Au sein du bloc communal, la clé de répartition retenue en 2014 est reconduite. La contribution de 1036 M€ est répartie à hauteur de :

- 70% pour les communes, soit 725 M€
- 30% pour les EPCI, soit 311 M€

Le taux de prélèvement de 2017 est estimé en moyenne à 5,4 % des recettes de fonctionnement 2015 pour les communes et de 7,3 % pour les EPCI, soit une évolution respectivement de + 0,95 %, et de + 1,23 % en 2017 par rapport à 2016.

Pour notre communauté, la contribution 2017 supplémentaire devrait représenter la somme de 360 000€, soit – 2 040 000 € au total par rapport à 2013 (8,37% des recettes réelles de fonctionnement 2015).

Les autres dispositions

- La revalorisation forfaitaire des valeurs locatives foncières

Pour 2017, la revalorisation forfaitaire de l'ensemble des valeurs locatives, applicables aux taxes foncières (TF), à la taxe d'habitation (TH) et à la cotisation foncière des entreprises (CFE), s'élève à 0.4%. La LFI 2017 prévoit également la possibilité offerte aux communes de moduler la majoration de la TH sur les résidences secondaires entre 5% et 60%.

La mise en œuvre de la réforme des valeurs locatives des locaux professionnels avait été repoussée d'un an. Elle devrait donc s'engager en 2017.

Cette réforme importante générera vraisemblablement de grosses disparités par rapport à l'existant (environ 60% gagnants/40% perdants malgré un lissage prévu dans le temps) d'où un fort mécontentement à prévoir.

- Impact article 75 LFI 2016 « demi-part des veuves »

En 2015, certains contribuables bénéficiant de la mesure de l'article 75 LFI2016 ont été dégrévés, et à compter de 2016, ils sont exonérés. L'impact sur la Taxe d'habitation fera l'objet d'une compensation très partielle pour les collectivités en 2017 (basée sur le taux historique de 1991 et d'un coefficient de minoration en fonction de l'évolution de l'enveloppe normée).

De plus, une sortie dit « en sifflet » a été adoptée, pour les personnes perdant le droit à exonération, en prorogeant celle-ci de 2 ans, puis en leur accordant un abattement de 2/3 puis 1/3 de leur valeur locative. Cette nouvelle mesure aura un impact sur les rôles (non encore connu à ce jour). Au total cette instabilité fiscale (dégrèvement puis exonération) qui ne donnera lieu qu'à une compensation partielle de l'Etat, contribue à une perte de recettes complémentaires pour notre communauté.

- Répartition de Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)

La répartition des recettes de CVAE entre les territoires accueillant des sièges sociaux et ceux disposant d'unités de production sera rééquilibrée à compter de 2018.

- Le fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) (art 61)

La loi de finances 2017 a décalé de nouveau d'un an la montée en puissance du FPIC: 1,9% en 2017 contre 2% prévu, soit 1 Md€ de réparti. (Le gain prévu pour la communauté en 2016 était de 350 000€ : il n'aura été que de 68 000€, soit 282 000€ d'économies annuelles supplémentaires à trouver par rapport à la prospective de 2015.)

Par ailleurs, pour des raisons démographiques et suite aux restructurations nous étions, au plan national, au 1 111^{ème} rang d'éligibilité en 2016 (sur 1230 groupements éligibles). Le seuil de contribution a baissé suite aux fusions (90% du Potentiel Financier agrégé -PFIA- moyen représente environ 560 €/hab contre 581 en 2016). Le PFIA de notre communauté en 2016 était de 609€/hab. Il y a donc un fort risque de sortie du dispositif (inélégibilité) par le biais d'un mécanisme de garantie sur 3 ans (90% en 2017, 75% en 2018 puis 50% en 2019).

B- Les contraintes du budget communautaire

Rappel : Les conditions de l'équilibre budgétaire

Les conditions de l'équilibre budgétaire sont fixées par des ratios. Deux d'entre eux semblent plus pertinents pour apprécier l'état de la communauté d'agglomération et servent de base à la notation des banquiers (attribution et conditions des prêts) :

- a. l'épargne nette (ou capacité d'autofinancement, ou épargne disponible)
- b. l'emprunt d'équilibre.

a - L'épargne nette est définie comme suit :

Recettes réelles de fonctionnement

- dépenses réelles de fonctionnement (hors intérêts de la dette)

A = épargne de gestion

- annuité des intérêts

B = épargne brute ou excédent de fonctionnement

- annuité en capital

C = épargne nette (épargne disponible ou capacité d'autofinancement)

(Plus l'épargne nette est positive, plus la collectivité pourra autofinancer ses projets)

b- L'emprunt d'équilibre, quant à lui, se calcule ainsi :

Epargne nette (a)

+ Recettes propres d'investissement (FCTVA, subventions...)

- Dépenses d'investissement

= Emprunt d'équilibre

(Plus l'emprunt d'équilibre est élevé, plus l'annuité augmente, donc l'épargne brute diminue et l'épargne nette devient insuffisante)

II - LES DONNEES « DYNAMIQUES » DU BUDGET

La synthèse du DOB 2016 mettait en évidence la difficulté à boucler les budgets futurs liée essentiellement à la baisse de la DGF de 3 M€ à horizon 2017.

Il prônait :

- l'intérêt de maintenir 1 Million d'euros d'épargne nette (meilleur taux bancaire par exemple)
- la mise en place de procédures permettant de maintenir voire de diminuer les charges de fonctionnement (ex : se séparer d'immeubles déficitaires, abandonner des compétences, maîtriser les subventions aux structures annexes...)
- restreindre nos investissements pour limiter à 2 millions d'euros maximum d'emprunt le besoin de financement annuel, soit l'équivalent du montant de capital remboursé chaque année (ce qui permet de financer environ 5 Millions d'euros d'investissement).

A - Evolution rétrospective de l'épargne (version Consolidée – OM séparé en 2015)

| Budget principal + OM | 2014 | 2015 | DOB 16 | 2016 |
|--------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| K€ | | | | |
| Produits de fct. courant | 31 778 | 30 901 | 30 734 | 31 397 |
| - Charges de fct. courant | 26 830 | 25 646 | 26 372 | 27 527 |
| = EXCEDENT BRUT COURANT (EBC) | 4 948 | 5 255 | 4 362 | 3 869 |
| + Solde exceptionnel large | 106 | -198 | -80 | -65 |
| = Produits exceptionnels larges* | 215 | 44 | 30 | 66 |
| - Charges exceptionnelles larges* | 110 | 242 | 110 | 131 |
| = EPARGNE DE GESTION (EG) | 5 054 | 5 057 | 4 282 | 3 804 |
| - Intérêts | 934 | 881 | 900 | 846 |
| = EPARGNE BRUTE (EB) | 4 120 | 4 175 | 3 382 | 2 958 |
| - Capital | 1 895 | 1 908 | 2 000 | 1 900 |
| = EPARGNE NETTE (EN) | 2 225 | 2 267 | 1 382 | 1 058 |

Cf détail des écarts en annexe

Entre le DOB 2016 et la fin d'année, les principales recettes de la collectivité (DGF, le FPIC, la fiscalité) ont subi de nouvelles évolutions (pertes supplémentaires de DGF de 1 232 K€, 288 K€ complémentaires pour le FPIC et 328 K€ sur la fiscalité réellement encaissée). Cela correspond globalement à une baisse supplémentaire de 739 000 €.

L'objectif prévisionnel initial d'épargne nette (ou CAF) au DOB 2016 de 1 382 000 € aurait dû s'établir à 643 000 €.

Au final, le résultat de fin d'exercice de 1058k€ montre que les efforts d'économies et de maîtrise des dépenses ont été plus importants que prévus et ont permis, malgré cette nouvelle baisse des recettes, de tenir l'objectif d'une CAF Nette consolidée 2016 supérieure à 1 M€.

B - La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)

En 2016, la dotation d'intercommunalité a diminué de 22 € par habitant soit une perte annuelle pour la collectivité de 993 000€ et de 2,27 M€ par rapport à la DGF 2013. En 2017, un prélèvement supplémentaire de 360 000€ devrait être enregistré. Il n'est pas prévu, à ce jour, de ponction supplémentaire en 2018.

La DGF « large » incluant les compensations fiscales (estimées en baisse de 4% en 2017 et 2018), accuserait une perte globale de 641 000€ en 2017 après une perte de 1 124 000€ en 2016.

⇒ Soit une diminution sur la période 2014-2019 de la DGF « large » de 3,3 M€

| MISE A JOUR dec 2016 avec population stable a 2016 | | | | | | |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| K€ | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
| Dotation de base | 671 | 706 | 298 | | | |
| Dotation de péréquation | 1977 | 2008 | 812 | | | |
| Dotation d'intercommunalité | 2648 | 2714 | 1111 | 0 | 0 | 0 |
| Garantie | 2216 | 1884 | 3213 | | | |
| Dotation d'intercommunalité garantie | 4864 | 4598 | 4323 | 4107 | 3902 | 3707 |
| Ponction RCP | -281 | -962 | -1680 | -2040 | -2040 | -2040 |
| Dotation d'intercommunalité nette | 4583 | 3636 | 2643 | 2067 | 1862 | 1667 |
| Dotation de compensation | 2708 | 2649 | 2598 | 2546 | 2495 | 2445 |
| DGF | 7291 | 6285 | 5241 | 4613 | 4357 | 4112 |
| Compensations fiscales | 381 | 396 | 316 | 303 | 291 | 279 |
| DGF "large" | 7672 | 6681 | 5557 | 4917 | 4648 | 4391 |
| Perte annuelle | -200 | -991 | -1124 | -641 | -268 | -257 |
| pop dgf | 45979 | 45761 | 45289 | 45310 | 45310 | 45310 |
| dgf interco avant minoration / pop dgf | | | 95,460 | 90,645 | 86,112 | 81,807 |

Pour ne pas voir la dotation d'intercommunalité baisser, la communauté d'agglomération doit agir sur son coefficient d'intégration fiscale (CIF) et ce, soit par une augmentation des ressources fiscales soit par de nouveaux transferts de charges. En effet, à législation constante (les élections présidentielles puis législatives de mi-2017 pourraient être suivies de nouvelles réformes territoriales), si le CIF de la collectivité atteint 50%, elle bénéficiera de la garantie sous condition de CIF c'est-à-dire qu'elle percevra au minimum la dotation de l'année N-1.

Pour mémoire, l'évolution du CIF de la collectivité a été le suivant :

| | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
|------------------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| CIF | 0,617286 | 0,300156 | 0,333636 | 0,255865 | 0,407341 | 0,421305 | 0,429496 |
| CIF MOYEN STRATE | 0,317329 | 0,340680 | 0,333636 | 0,293156 | 0,342177 | 0,328421 | 0,350250 |

Au regard des transferts déjà effectués, il devrait être de 0,44 en 2017 et aux alentours de 0,47 en 2018. Le calcul du CIF est également lié à l'évolution de la fiscalité de la communauté mais aussi des communes membres. Pour atteindre le 0,5, il faudrait faire environ 2M€ de transferts supplémentaires.

C Le FPIC

AR PREFECTURE

046-200023737-20170130-01_30_01_2017-DE
Regu le 01/02/2017

Pour notre collectivité, 3 hypothèses ont été examinées :

- o celle établie par le cabinet Ressources Consultant lors du **Pacte financier**, qui n'est plus d'actualité, vu le décalage successif de montée en puissance du FPIC. Le gain cumulé de 816 k€ pris en compte dans le DOB2016, pour établir la prospective à l'horizon 2019, doit donc être revu à la baisse.

| HYPOTHESE Ressources Consultant - 2015- Pacte de stabilité | | | | | | | | | | |
|--|------|------|------|------|------|------|------|------|------|--|
| répartition libre à partir de 2015 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | |
| FPIC TERRITOIRE | 170 | 435 | 734 | 1044 | 1323 | 1323 | 1363 | 1404 | 1446 | |
| communauté | 68 | 127 | 299 | 0 | 0 | 128 | 168 | 209 | 251 | |
| communes | 101 | 308 | 435 | 973 | 1041 | 1195 | 1195 | 1195 | 1195 | |
| dsc | 665 | 692 | 761 | 222 | 154 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| communes | 766 | 1000 | 1196 | 1195 | 1195 | 1195 | 1195 | 1195 | 1195 | |
| solde annuel cté | -597 | -565 | -462 | -222 | -154 | 128 | 168 | 209 | 251 | |
| Gain annuel communauté | | | 103 | 240 | 68 | 282 | 40 | 41 | 42 | |
| Gain cumulé communauté | | | 103 | 343 | 411 | 693 | 733 | 774 | 816 | |

- o une hypothèse médiane : maintien du FPIC global en 2017 au montant de 2016 et respect du principe du pacte de stabilité sur le reversement aux communes (FPIC+DSC), soit, par rapport aux hypothèses du DOB 2016, une diminution de 282k€ de recettes pour 2017 et de 405k€ à l'horizon 2019.

| FPIC TERRITOIRE / HYPOTHESE MEDIANE | | | | | | | | | | |
|-------------------------------------|--------------|------|------|------|------|--|------|------|------|--|
| K€ | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | |
| solde FPIC du territoire | 170 | 435 | 734 | 973 | 1041 | 1041 | 1041 | 1041 | 1041 | |
| répartition libre à partir de 2015 | Droit commun | | | | | Principe acté en 2015 /stabilité du reversement communes | | | | |
| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | |
| communauté | 68 | 127 | 299 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| communes | 101 | 308 | 435 | 973 | 1041 | 1041 | 1041 | 1041 | 1041 | |
| dsc | 665 | 692 | 761 | 222 | 154 | 154 | 154 | 154 | 154 | |
| solde cté | -597 | -565 | -462 | -222 | -154 | -154 | -154 | -154 | -154 | |
| communes | 766 | 1000 | 1196 | 1195 | 1195 | 1195 | 1195 | 1195 | 1195 | |
| Gain annuel communauté | | | 103 | 240 | 68 | - | - | - | - | |
| Gain cumulé communauté | | | 103 | 343 | 411 | 411 | 411 | 411 | 411 | |

- o une hypothèse de sortie du FPIC (mécanisme de garantie à 90% en 2017), soit, par rapport aux hypothèses du DOB 2016, une diminution de 377 k€ de recettes pour 2017 et de 510k€ à l'horizon 2019. Le gain global pour la communauté ne serait que de 306 000 € (par substitution du FPIC à la DSC dans le budget du Grand Cahors) au lieu des 816 000 € espérés lors du Pacte en 2015.

| HYPOTHESE -sortie du dispositif - garantie à 90% | | | | | | | | | | |
|--|--------------|------|------|------|------|--|------|------|------|--|
| | Droit commun | | | | | Principe acté en 2015 /stabilité du reversement communes | | | | |
| répartition libre à partir de 2015 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | |
| solde FPIC du territoire | 170 | 435 | 734 | 973 | 1041 | 937 | 937 | 937 | 937 | |
| communauté | 68 | 127 | 299 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| communes | 101 | 308 | 435 | 973 | 1041 | 937 | 937 | 937 | 937 | |
| dsc | 665 | 692 | 761 | 222 | 154 | 259 | 259 | 259 | 259 | |
| solde cté | -597 | -565 | -462 | -222 | -154 | -259 | -259 | -259 | -259 | |
| communes | 766 | 1000 | 1196 | 1195 | 1195 | 1196 | 1196 | 1196 | 1196 | |
| Gain annuel communauté | | | 103 | 240 | 68 | - 105 | - | - | - | |
| Gain cumulé communauté | | | 103 | 343 | 411 | 306 | 306 | 306 | 306 | |

Considérant qu'à ce jour, l'absence de simulation par la DGFIP rend l'exercice extrêmement incertain, il convient d'attendre la notification de la préfecture début juin pour connaître les impacts réels sur notre territoire et les arbitrages à prendre (nouvelle répartition ? Baisse, voire suppression de la DSC pour maintenir l'équilibre sur le budget de la communauté ?....).

D - Les recettes fiscales de la communauté

Malgré la revalorisation réglementaire des valeurs locatives en 2016, le montant global de fiscalité perçue est légèrement inférieur à celui de 2015, notamment aux résultats de dégrèvements et exonérations décidés par l'Etat pour la TH.

C'est la 1^{ère} année que l'on constate une baisse des recettes fiscales (CFE en particulier)

| Ba | perçu 15 | evol 2014 /2015 | Prévision DOB 16 | notif 2016 | | | | bases réelles 2016 | perçu 2016 | evol réel N-1 | 2017 | | | % evol réel n-1 |
|--------------------------|-------------------|-----------------|-------------------|-------------|--------|-------------------|--------------|--------------------|-------------------|---------------|------------|--------|-------------------|-----------------|
| | | | | Bases notif | Taux | prévu | % evol | | | | Bases | Taux | prévu | |
| TH | 4 820 407 | 3,17% | 4 826 116 | 60 675 000 | 8,08% | 4 902 540 | 4% | 58 576 213 | 4 732 958 | -1,8% | 59 161 975 | 8,08% | 4 780 288 | 1,00% |
| FB | | | | 48 992 000 | | 0 | 3% | | 0 | | 49 481 920 | | | 1,00% |
| FNB | 33 562 | 1,95% | 33 967 | 455 100 | 7,49% | 34 087 | 2% | 463 458 | 34 713 | 3,4% | 468 093 | 7,49% | 35 060 | 1,00% |
| TA FNB | 111 478 | 7,09% | 111 477 | | | 116 368 | 4% | | 127 618 | 14,5% | | | 127 618 | 1,00% |
| CVAE | 2 048 687 | 4,33% | 2 071 010 | | | 2 091 576 | 2% | | 2 091 576 | 2,1% | | | 1 971 126 | -5,76% |
| CFE | 4 610 507 | 1,28% | 4 678 863 | 13 795 081 | 32,78% | 4 521 871 | -2% | 13 800 712 | 4 523 720 | -1,9% | 14 007 723 | 32,78% | 4 591 731 | 1,50% |
| IFER | 189 824 | 3,14% | 189 824 | | | 191 726 | 3% | | 182 000 | -4,1% | | | 183 820 | 1,00% |
| TASCOM | 626 674 | 4,72% | 632 942 | | | 659 743 | 5% | | 597 419 | -4,7% | | | 627 290 | 5,00% |
| TOTAL | 12 441 139 | | 12 544 199 | | | 12 517 911 | 0,62% | | 12 290 004 | -1,2% | | | 12 316 933 | 0,2% |
| Role sup | 148 723 | | - | | | 214 924 | | | 232 183 | 56,1% | | | 50 000 | |
| Total perçu | 12 589 862 | | 12 544 199 | | | 12 732 835 | 1,14% | | 12 522 187 | -0,5% | | | 12 366 933 | -1% |
| prelevement GIR | 421 097 | | 464 000 | | | 421 097 | | | 421 097 | 0,0% | | | 421 097 | |
| TOTAL apres fngir | 12 168 765 | | 12 080 199 | | | 12 311 738 | | | 12 101 090 | -0,6% | | | 11 945 836 | -1% |

Mise en perspective 2017 :

Les bases de TH, TF et CFE sont revalorisées par le législateur de 0,4% en 2017 (LFI 2017). L'hypothèse de croissance des bases dans la prospective (non encore notifiées), reste prudente avec un taux d'évolution global de 1% pour la CFE et pour la TH, soit 0,6% de dynamique des bases, inférieur à la tendance des dernières années.

Le montant de CVAE est quant à lui notifié pour 2017 avec une baisse de 5,92%. Il est équivalent au produit collecté par l'Etat en 2016 et ne représente qu'une évaluation ne tenant pas compte des changements de situation intervenant au 1^{er} janvier et des régularisations au cours du dernier trimestre (CVAE définitive sera connue en mars).

Comparatif Taux intercommunalités 2016

| Communes | Pop | Taux interco 2015 | | | Taux interco 2016 | | |
|--------------------|---------------|-------------------|--------------|---------------|-------------------|--------------|---------------|
| | | TH | TFB | CFE (tmp) | TH | TFB | CFE (tmp) |
| Agen | 35 293 | 9,70% | 0,00% | 28,80% | 9,70% | 0,00% | 28,80% |
| Albi | 51 181 | 10,54% | 0,00% | 37,51% | 10,54% | 0,00% | 37,51% |
| Auch | 22 931 | 13,21% | 0,00% | 39,72% | 13,21% | 0,00% | 39,72% |
| Brive | 50 272 | 7,06% | 0,00% | 31,72% | 7,06% | 0,00% | 31,72% |
| CAHORS | 21 333 | 8,08% | 0,00% | 32,78% | 8,08% | 0,00% | 32,78% |
| Castres | 43 995 | 9,82% | 0,00% | 34,99% | 9,82% | 0,00% | 34,99% |
| Figeac | 10 571 | 7,92% | 5,00% | 32,48% | 7,92% | 5,00% | 32,48% |
| Montauban | 58 014 | 10,99% | 3,37% | 33,32% | 11,32% | 3,47% | 33,32% |
| Rodez | 25 974 | 7,46% | 0,00% | 30,75% | 7,46% | 0,00% | 30,75% |
| Villeneuve sur Lot | 24 700 | 10,92% | 1,73% | 29,99% | 11,90% | 1,89% | 29,99% |

E- La Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM)

Depuis 2015, le service collecte et traitements des déchets ménagers et assimilés est suivi comptablement dans un budget annexe. Les dépenses de fonctionnement et d'investissement sont financées principalement par la TEOM (estimation 2017 à taux constant à 6 053 091 €) et la redevance

spéciale (estimation 2017 à 238 000€). Les bases de TEOM ont évolué en 2014 compte tenu de l'extension du périmètre. En 2017 l'évolution réglementaire des bases est de 0,4%. Par ailleurs, compte tenu des dynamiques observées sur les dernières années, l'évolution physique des bases est envisagée à hauteur de 0,6%.

A cet instant, l'équilibre du budget 2017 serait assuré sans hausse du taux de TEOM

Données de TEOM

| TEOM | perçu 15 | 2 016 | | perçu 2016 | 2 017 | | evol bases | |
|--------------|------------------|------------|--------|------------------|---------------------|--------|------------------|-------|
| Urbain | | 34 168 241 | 12,87% | 4 397 453 | 34 509 923 | 12,87% | 4 441 427 | 1,00% |
| Rural | 13 106 | 15 598 304 | 10,23% | 1 595 706 | 15 754 287 | 10,23% | 1 611 664 | 1,00% |
| Total | 5 909 239 | | | 5 993 159 | 6 028 686,00 | | 6 053 091 | |

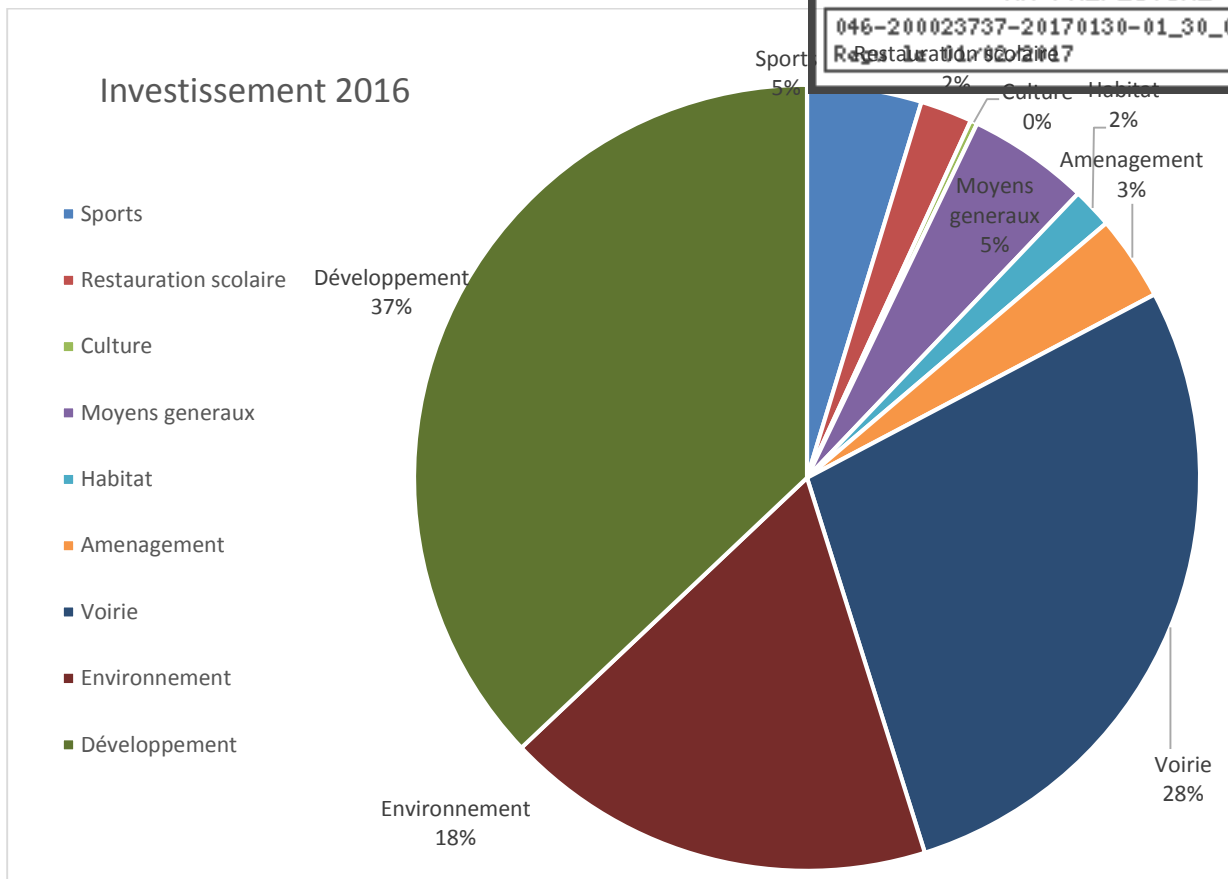
F – L'investissement réalisé en 2016 sur le budget principal et son financement

| budget Principal | | |
|---|--------------|--------------|
| K€ | 2015 | 2016 |
| Opérations d'investissement | 5 327 | 9 425 |
| Autres dépenses d'investissement | | 194 |
| Subventions yc DETR | 773 | 1 877 |
| Ressources propres d'inv. (RPI) | 1 007 | 1 530 |
| Opérations pour compte de tiers (Rec) | 0 | 458 |
| reste à charge en investissement | 3 547 | 5 753 |
| EPARGNE NETTE | 1 846 | 353 |
| Emprunt | 2 000 | 4 000 |
| Variation de l'excédent global | 318 | -1 400 |
| Excédent Global de Clôture (EGC) | 3 129 | 1 719 |

L'objectif fixé dans le DOB 2016 était de limiter l'investissement sur le budget principal à 9 M€ avec 4 M€ d'emprunt, il peut être considéré comme quasiment rempli.

Classification de l'investissement par fonction :

| | 2014 | en % | 2015 | en % | 2016 | en % |
|-----------------------|-----------------|---------|----------------|------|----------------|------|
| Sports | 3 851 562,18 € | 37,34% | 567 231,39 € | 11% | 443 607,14 € | 5% |
| Restauration scolaire | 93 461,13 € | 0,91% | 41 600,04 € | 1% | 201 383,51 € | 2% |
| Culture | 5 815,29 € | 0,06% | 18 028,63 € | 0% | 26 706,22 € | 0% |
| Moyens généraux | 311 887,17 € | 3,02% | 266 834,72 € | 5% | 471 064,39 € | 5% |
| Habitat | 206 602,54 € | 2,00% | 124 987,43 € | 2% | 155 981,45 € | 2% |
| Amenagement | 145 906,64 € | 1,41% | 144 379,25 € | 3% | 329 366,23 € | 3% |
| Voirie | 2 795 537,66 € | 27,10% | 2 254 824,62 € | 42% | 2 627 816,50 € | 28% |
| Environnement | 420 090,33 € | 4,07% | 320 419,84 € | 6% | 1 677 487,10 € | 18% |
| Développement | 2 482 897,08 € | 24% | 1 649 378,96 € | 31% | 3 492 340,06 € | 37% |
| | 10 313 760,02 € | 100,00% | 5 387 684,88 € | 100% | 9 427 768,60 € | 100% |



Bilan de la rétrospective : Les économies réalisées en 2016

Rappel des objectifs de la synthèse du DOB 2016 et réalisation :

- 1- **Des économies sur le fonctionnement poursuivies :**
Une diminution sensible des charges générales de 150 000 € (fluides et denrées alimentaires) et une augmentation des charges de personnel inférieure au GVT, malgré l'augmentation du point d'indice.
- 2- **La répartition dérogatoire du FPIC reconduite :** Octroi de la montée progressive du FPIC au profit de la Communauté permettant le maintien d'une DSC réduite aux communes tout en leur conservant le même niveau de recettes qu'en 2014 (FPIC+DSC) : +68 000 € en 2016.
- 3- **Pas d'abandon de compétences :** analyse réalisée en 2016 mais avec un impact très limité à court terme. Des propositions de réductions exceptionnelles seront proposées en 2017.
- 4- **Un investissement maîtrisé :** à 9,4M€ pour un emprunt de 4 M€
- 5- **Le levier Fiscal** non activé en 2016

L'ensemble des actions menées en 2016 a permis de maintenir l'épargne nette globale au-dessus du million d'euros bien qu'elle ait diminué de moitié par rapport à 2015 du fait de la réduction des dotations de l'Etat et la nature de la dynamique fiscale.

G - EVOLUTION DE NOTRE CAPACITE A INVESTIR

AR PREFECTURE

046-200023737-20170130-01_30_01_2017-DE
Regu le 01/02/2017

1 – Prospective d'épargne

Rappel DOB 2016 : budget principal + OM

| DOB 2016 | | | | | | | |
|--------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--|
| K€ | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | |
| Produits de fct. courant | 31 778 | 30 721 | 30 734 | 30 454 | 30 928 | 31 364 | |
| - Charges de fct. courant | 26 830 | 25 664 | 26 372 | 26 900 | 27 311 | 27 790 | |
| = EXCEDENT BRUT COURANT (EBC) | 4 948 | 5 057 | 4 362 | 3 553 | 3 617 | 3 574 | |
| + Solde exceptionnel large | 106 | -197 | -80 | -60 | -60 | -60 | |
| = Produits exceptionnels larges* | 215 | 45 | 30 | 30 | 30 | 30 | |
| - Charges exceptionnelles larges* | 110 | 242 | 110 | 90 | 90 | 90 | |
| = EPARGNE DE GESTION (EG) | 5 054 | 4 860 | 4 282 | 3 493 | 3 557 | 3 514 | |
| - Intérêts | 934 | 882 | 900 | 1 004 | 1 129 | 1 161 | |
| = EPARGNE BRUTE (EB) | 4 120 | 3 978 | 3 382 | 2 489 | 2 428 | 2 353 | |
| - Capital | 1 895 | 1 909 | 2 000 | 2 104 | 2 346 | 2 532 | |
| = EPARGNE NETTE (EN) | 2 225 | 2 069 | 1 382 | 385 | 82 | -179 | |

Prospective Consolidée ajustée en 2017

| Prospective consolidée : Budget principal + OM | | | | | | | |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|---------------|
| K€ | 2014 | 2015 | DOB 16 | 2016 | DOB 2017 | 2018 | 2019 |
| Produits de fct. courant | 31 778 | 30 901 | 30 734 | 31 397 | 31 008 | 30 910 | 30 951 |
| - Charges de fct. courant | 26 830 | 25 646 | 26 372 | 27 527 | 28 090 | 29 151 | 29 847 |
| = EXCEDENT BRUT COURANT (EBC) | 4 948 | 5 255 | 4 362 | 3 869 | 2 918 | 1 760 | 1 103 |
| + Solde exceptionnel large | 106 | -198 | -80 | -65 | -130 | -130 | -130 |
| = Produits exceptionnels larges* | 215 | 44 | 30 | 66 | 0 | 0 | 0 |
| - Charges exceptionnelles larges* | 110 | 242 | 110 | 131 | 130 | 130 | 130 |
| = EPARGNE DE GESTION (EG) | 5 054 | 5 057 | 4 282 | 3 804 | 2 788 | 1 630 | 973 |
| - Intérêts | 934 | 881 | 900 | 846 | 875 | 944 | 982 |
| = EPARGNE BRUTE (EB) | 4 120 | 4 175 | 3 382 | 2 958 | 1 913 | 686 | -9 |
| - Capital | 1 895 | 1 908 | 2 000 | 1 900 | 1 894 | 2 098 | 2 220 |
| = EPARGNE NETTE (EN) | 2 225 | 2 267 | 1 382 | 1 058 | 19 | -1 412 | -2 229 |

Si, pour l'année 2017, le résultat devrait tout juste s'équilibrer grâce à la poursuite des efforts de gestion et quelques économies exceptionnelles, la collectivité devra, dès 2018, *se mettre en capacité de stabiliser son épargne nette en augmentant ses recettes de fonctionnement et /ou en diminuant ses charges de fonctionnement.*

Version Budget principal seul pour information :

| budget Principal | | hypothèse - DOB 2017 | | | | |
|--------------------------------------|--------------|----------------------|--------------|---------------|---------------|--|
| K€ | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | |
| Produits de fct. courant | 24 654 | 25 007 | 24 585 | 24 393 | 24 337 | |
| - Charges de fct. courant | 20 177 | 22 155 | 22 611 | 23 517 | 24 056 | |
| = EXCEDENT BRUT COURANT (EBC) | 4 477 | 2 852 | 1 975 | 876 | 280 | |
| + Solde exceptionnel large | -171 | -73 | -130 | -130 | -130 | |
| = Produits exceptionnels larges* | 44 | 57 | 0 | 0 | 0 | |
| - Charges exceptionnelles larges* | 215 | 131 | 130 | 130 | 130 | |
| = EPARGNE DE GESTION (EG) | 4 306 | 2 779 | 1 845 | 746 | 150 | |
| - Intérêts | 843 | 837 | 855 | 924 | 962 | |
| = EPARGNE BRUTE (EB) | 3 463 | 1 942 | 990 | -177 | -812 | |
| - Capital | 1 617 | 1 588 | 1 574 | 1 838 | 1 960 | |
| = EPARGNE NETTE (EN) | 1 846 | 353 | -584 | -2 016 | -2 772 | |

2- Financement de l'investissement :

AR PREFECTURE

046-200023737-20170130-01_30_01_2017-DE
Regu le 01/02/2017

Mise à jour du financement consolidé de l'investissement 2017 :

| Prospective consolidée : Budget principal + OM | | | | | Mise à jour de la prospective 2017 | | | |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|------------------------------------|---------------|---------------|--------|
| K€ | 2014 | 2015 | DOB 16 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | Total |
| Dépenses d'inv hors annuité en capital | 8 869 | 5 773 | 9 000 | 10 003 | 10 597 | 5 907 | 5 102 | 46 251 |
| Subventions yc DETR | 2 295 | 773 | 1 629 | 1 894 | 2 745 | 876 | 338 | 8 920 |
| Ressources propres d'inv. (RPI) | 1 883 | 1 052 | 1 291 | 1 580 | 1 755 | 1 018 | 906 | 8 194 |
| Opérations pour compte de tiers (Rec) | 55 | 0 | 0 | 458 | 0 | 0 | 0 | 513 |
| Reste à charge en investissement | 4 636 | 3 949 | 6 080 | 6 071 | 6 098 | 4 013 | 3 858 | 28 624 |
| EPARGNE NETTE | 2 225 | 2 267 | 1 382 | 1 058 | 19 | -1 412 | -2 229 | |
| Emprunt | 1 667 | 2 000 | 4 000 | 4 400 | 5 400 | 3 400 | 3 500 | 20 367 |
| Variation de l'excédent global | -743 | 318 | -698 | -613 | -679 | -2 025 | -2 587 | |
| Excédent Global de Clôture (EGC) | 2 811 | 3 129 | 2 634 | 2 516 | 1 838 | -188 | -2 775 | |
| Encours au 31.12 | 23 886 | 23 978 | 25 977 | 26 479 | 29 985 | 31 287 | 32 567 | 8 681 |
| Epargne brute | 4 120 | 4 175 | 3 382 | 2 958 | 1 913 | 686 | -9 | |
| ENCOURS au 31/12 / EPARGNE BRUTE | 5,8 | 5,7 | 7,7 | 9,0 | 15,7 | 45,6 | | |

La collectivité doit donc se mettre en capacité de stabiliser son épargne nette pour ne pas dégrader les ratios et pour pouvoir financer le plan pluriannuel d'investissement 2017/2019.

Pour information, celui du seul Budget Principal :

| budget Principal | | | | | | |
|---|--------------|--------------|--------------|---------------|---------------|---------------|
| K€ | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | Total |
| Opérations d'investissement | 5 327 | 9 425 | 9 865 | 5 307 | 4 661 | 34 585 |
| Autres dépenses d'investissement | | 194 | | | | 194 |
| Subventions yc DETR | 773 | 1 877 | 2 745 | 876 | 338 | 6 608 |
| Ressources propres d'inv. (RPI) | 1 007 | 1 530 | 1 694 | 946 | 834 | 6 011 |
| Opérations pour compte de tiers (Rec) | 0 | 458 | 0 | 0 | 0 | 458 |
| reste à charge en investissement | 3 547 | 5 753 | 5 426 | 3 485 | 3 490 | 21 702 |
| EPARGNE NETTE | 1 846 | 353 | -584 | -2 016 | -2 772 | -3 172 |
| Emprunt | 2 000 | 4 000 | 5 400 | 3 400 | 3 500 | 18 300 |
| Variation de l'excédent global | 318 | -1 400 | -610 | -2 101 | -2 761 | |
| Excédent Global de Clôture (EGC) | 3 129 | 1 719 | 1 108 | -993 | -3 754 | |
| Encours au 31.12 | 22 404 | 24 815 | 28 642 | 30 203 | 31 743 | 9 339 |
| Epargne brute | 3 463 | 1 942 | 990 | -177 | -812 | |
| ENCOURS au 31/12 / EPARGNE BRUTE | 6,5 | 12,8 | 28,9 | NS | NS | |

H – L'encours de dette (cf détail en annexe)

Les conditions de prêt aux collectivités se sont à nouveau durcies : la santé financière de la collectivité est primordiale pour obtenir des taux intéressants. D'autre part, l'encours consolidé, intégrant la dette des structures annexes et syndicats à hauteur du pourcentage de participations est désormais pris en compte.

La maîtrise des ratios devient un pré-requis pour notre collectivité.

Emprunts 2016 :

- Budget principal, compte tenu de la trésorerie du Grand Cahors et des subventions encaissées :
 - report 2015 : 1 M€ signé avec le Crédit Foncier pour 15 ans au taux fixe de 2,06%,
 - financement 2016 : 2M€ avec le Crédit Agricole sur 20 ans au taux fixe de 1,10% et 1M€ avec la Caisse d'Epargne sur 20 ans au taux fixe de 1,22%.
- Budget OM , encaissement de l'emprunt reporté 2015, pour 400 000€ sur 10 ans auprès de la Société générale au Taux Fixe de 1,6%.

Renégociations 2016 :

- Budget principal : réalisé en décembre 2016 avec le ~~Crédit Agricole~~ Capital restant dû de 67 761 € sur 72 mois à 4.85% révisé à taux fixe de 1,10% moyennant le paiement de 450 € de frais de dossier (gain envisagé 8 880 €).
- En cours de négociation avec le CA-CIB (cf délibération n°13 de décembre 2016).

Au 31/12/2016, l'analyse des **encours de la dette du budget principal (hors OM)**, fait ressortir les éléments suivants :

- l'encours de la dette (BP) au 31/12/2016 s'élève à 24 744 560,19 € soit 546 €/hab DGF.
- l'annuité de la dette 2016 par rapport aux recettes réelles de fonctionnement 2016 s'élève à 8,6% la zone de risque se situant à 20%.
- notre capacité de désendettement fin 2016 s'établit à 12,8 ans, le seuil d'alerte (zone rouge) se situant à 15 ans.

I - Evolution des effectifs et Schéma de mutualisation**Année 2013**

- 1^{ER} Septembre 2013 : création d'un service commun Conseil Emploi Compétences avec la Ville de Cahors : intégration de 2 agents

Année 2014

- 1^{er} Janvier 2014 : dissolution Communauté de Communes de Lot Célé et extension de notre territoire (+ 7 communes) : intégration de 4 agents :
- Création d'un service commun Informatique et Système d'Information avec la ville de Cahors : intégration de 4 agents
- 1^{ER} Septembre 2014 : création d'un centre d'exploitation voirie à Saint Géry suite extension de notre territoire : 1 internalisation prestation entreprise et 1 intégration d'agent.
- Ouverture Divonéo : 2 MNS, 1 à l'accueil (temps incomplet), 1 gardien
- 1 agent aux finances + 1 agent à l'informatique

ANNEE 2015

- 1^{er} Juillet création de l'EPIC REC (transfert de la Ville de Cahors) : incorporation de 3 agents
- Mutualisation des services supports (Ressources Humaines, Secrétariat Général, Finances, Communication, Commande Publique) : intégration de 28 agents
- Suite reprise en régie de 10 communes en collecte OM : intégration de 2 agents
- Fermeture restaurant administratif : réaffectation de 3 agents
- 2 départs en retraite non remplacés (Médiathèque -Sports)
- 2 fins d'apprentissage non remplacées (restauration collective)
- 1 disponibilité non remplacée (Médiathèque)
- 1 mutation non remplacée (Voirie)
- Plusieurs agents partis dont les recrutements ont été reportés (DGST, Directeur Aménagement...)

ANNEE 2016

- Mises à disposition ascendante et descendante de service entre la Communauté et la Ville de Cahors :
 - Au 1^{er} Janvier : Pôle Technique : Direction des bâtiments, Direction de la voirie et des espaces publics, Direction des grands projets, Service parc automobile
 - 1^o trimestre : -
 - Service Accueil Général : février
 - Pôle Aménagement : février
 - Direction de l'Attractivité : juin 2016
 - 2^o trimestre :
 - Pôle culture : septembre 2016
 - Direction de l'Habitat et de la cohésion sociale : Avril 2016
- Rééquilibrage des pôles suite aux diverses restructurations de service (à coût constant) :
 - 1 poste aux archives (mobilité interne) => reporté 2017
 - 1 poste aux RH (mobilité interne) => mutation avril 2016
 - 1 poste au garage (internalisation des prestations) => juin 2016
 Non prévu DOB : Education locale en avril 2016 et 1 poste légumerie (et 1 en mobilité interne)

- Remplacement des agents manquants ou partis en 2016 :
 - 1 emploi avenir community-manager => recruté en février 2016
 - 1 adulte relais réussite éducative (financement politique de la ville) : recruté en février 2016
 - 1 DGST : reporté en 2017
 - 1 Directeur de l'Aménagement : septembre 2016
 - 1 poste au foncier : juillet 2016
- 1 retour disponibilité : janvier 2016 (service Collecte)
- 2 départs non remplacés :
 - 1 départ en retraite à la Médiathèque
 - 1 départ d'agent par radiation non remplacé (Restauration collective)
 - DGA au 01/11 (remplacement au 01/2017)
 - Retraite pour invalidité service collecte non remplacé
 - Chargée de Communication remplacée début 2017
- 2 recrutements :
 - 1 poste aux politiques contractuelles : avril 2016
 - 1 poste de Directeur du Développement : avril 2016
 Non prévu DOB 2016 :
 - Chargé de suivi de projet SUDOE, subventionné à hauteur de 75% : septembre 2016
- 8 remplacements poste pour poste durant l'année 2016 : contrat avenir communication, voirie, informatique, enseignement supérieur, planification, restauration collective, professeurs au Conservatoire.

Prévision ANNEE 2017

Prévu en 2016 et décalé en 2017 :

- 3 départs antérieurs non remplacés au 31 décembre 2016 :
 - DGST
 - DGA : recruté en janvier 2017 (départ en nov 2016)
 - Chargée de Communication recrutée janvier 2017
- 3 Recrutements par rééquilibrage des services (cout constant)
 - 1 agent médiathèque
 - Archiviste
 - Intégration 1 agent du BIJ
- Départ pour invalidité
 - 1 agent budget transport

TABLEAUX RECAPITULATIFS

| Année | Effectif au 31/12 | |
|-------|-------------------|----------------------------------|
| | Nombre réel | hors mutualisation et transferts |
| 2013 | 282 | 280 |
| 2014 | 298 | 290 |
| 2015 | 316 | 283 |
| 2016 | 327 | 290 |
| 2017 | 332 | 294 |

Soit une évolution entre 2015 et 2016 de 11 agents (15 arrivée - 4 départs) représentant 7 recrutements effectifs dont 5 prévus au DOB 2016 (Directeur du développement, Directeur de l'aménagement, Foncier et politiques contractuelles) et 2 sont liés à l'évolution de nos missions (ouverture d'une légumerie et chargé de mission prospective territoriale ; les charges du 1^{er} sont couvertes par des économies sur l'UPC et le 2^{ème} est financé au titre du programme européen SUDOE à 75%)

| Budget | CA 2015 | prev CA 2016 | prev CA 2017 |
|---|---------------------|---------------------|---------------------|
| SPANC | 143 781 € | 153 858 € | 156 297 € |
| TRANSPORT | 39 323 € | 45 948 € | 37 537 € |
| OM | 1 726 378 € | 1 837 677 € | 1 800 000 € |
| PRINCIPAL (hors élus compte 65) | 9 421 484 € | 10 591 837 € | 11 138 139 € |
| MAD facturé par ville | | 359 076,75 € | 347 288 € |
| MAD facturé par le PETR (label pays arts & hist) | | | 15 000 € |
| total 012 PRINCIPAL | 9 421 484 € | 10 950 913 € | 11 500 427 € |
| consolide ppal + om | 11 147 862 € | 12 788 590 € | 13 285 427 € |
| TOTAL tous budgets | 11 330 966 € | 12 988 395 € | 13 479 261 € |
| Transfert (sce commun 2013 et 2015) via AC | 857 158 € | 1 633 255 € | 1 679 942 € |
| Transfert Docks (via AC) | 149 372 € | 186 318 € | 186 318 € |
| TOTAL APRES TRANSFERT | 10 324 437 € | 11 168 822 € | 11 613 001 € |
| EVOL BP/BP ET CA/CA | | | |
| RECETTES | CA 2015 | prev CA 2016 | prev CA 2017 |
| MAD PERSO BUDGET PPAL | 279 834 € | 786 637,31 € | 879 750,00 € |
| 70841 | 19 266 € | 58 214,23 € | 64 864,00 € |
| 70845 | 12 770 € | 384 192,81 € | 481 454,00 € |
| 70848 | 247 797 € | 344 230,27 € | 333 432,00 € |
| MAD PERSO BUDGET OM | 12 229 € | 41 403,28 € | 55 122,00 € |
| 70841 | - € | - € | - € |
| 70845 | 12 229 € | 41 403,28 € | 55 122,00 € |
| 70848 | - € | - € | - € |
| TOTAL MAD | 292 063 € | 828 041 € | 934 872 € |
| TOTAL APRES TRANSFERT ET APRES REFACTURATION | 10 032 374 € | 10 340 782 € | 10 678 129 € |
| Augmentation valeur point indices | | 31 597 | 121 000 |
| Révision des charges sur régime indemnitaire (PPCR) | | | 100 000 |
| Reste à charge RH , hors décision nationale | 10 032 374 € | 10 309 185 € | 10 457 129 € |
| % évolution | | 2,8% | 1,4% |

IV - LES BUDGETS ET STRUCTURES ANNEXES

a. Budget annexe service public d'assainissement non collectif (SPANC)

En 2016, la subvention du budget principal versée au budget annexe s'élèvera à environ **29 777 €** pour une prévision de 33 760 € soit une diminution forte par rapport aux deux années précédentes (69 494 € en 2014 et 67 389 € en 2015).

Par ailleurs, l'objectif de rattrapage du retard sur les installations "non facturables " (environ 438/2 ans) d'ici fin 2017 demeure réaliste puisque fin 2016 il restera environ 180 installations à contrôler (258 contrôlées en 2016).

Actuellement, seuls 2 techniciens (1,8 ETP) sont en capacité d'effectuer les contrôles terrain. En conséquence, l'objectif de 1200 contrôles par an avec 3 techniciens terrain est revu pour 2017 à 800 contrôles dont 180 ne générant pas de recettes.

Néanmoins, la subvention d'équilibre 2017 devrait rester stable par rapport à 2016 soit **30 000 €.***

b. Budget annexe Transports collectifs

Transport urbain : le contrat de délégation de service public court du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2019. En complément de la desserte urbaine (Cahors et Pradines), le Grand Cahors a financé jusqu'en 2016, une navette estivale sur la commune de Saint Cirq Lapopie. En complément et pour optimiser l'offre de transport collectif en présence sur le territoire intercommunal, le Grand Cahors finance les compensations tarifaires à la Région et au Département dès lors qu'un Grand Cadurcien emprunte les lignes interdépartementales ou interurbaines, organisées respectivement par la Région Occitanie et le Département du Lot (jusqu'au 01/01/17, puisque depuis cette date, par application de la loi NOTRe, la Région est autorité organisatrice de 1^{er} rang pour ces 2 types de transports collectifs). Ce budget est financé par le Versement Transport (VT) et une subvention d'équilibre.

Zoom VT

Le taux du VT de 0.60% a été voté par délibération du 21 janvier 2014 avec une harmonisation sur 3 ans pour les 9 communes adhérentes depuis le 1^{er} janvier 2013 qui s'est achevée au 1^{er} juillet 2016. Cette taxe est assise sur la masse salariale de l'année N des entreprises et de ce fait, des fluctuations peuvent apparaître sans qu'il ne soit possible de les prévoir au moment du vote du budget primitif. La loi de finances 2016 a augmenté le seuil de cotisations des entreprises à plus de 11 salariés à compter du 1er janvier 2016, à la place des 9 salariés en 2015. La perte des recettes est estimée à 40 000€, partiellement compensée par l'Etat. A ce jour, aucune notification de l'Etat n'a été adressée en ce sens mais un prélèvement sur recettes de l'Etat apparaît dans la Loi de Finances rectificative 2016 (article 2) pour compenser la réduction du champ des employeurs assujettis au versement transport.

En 2016, le montant du VT s'est élevé exceptionnellement à 1 700 000€ au lieu des 1 600 000 € prévus. Le montant estimé pour 2017 devrait être de 1 600 000€. Ainsi, le VT couvre les dépenses de fonctionnement courant hors renouvellement des équipements (amortissement et annuité dette).

Zoom subvention d'équilibre

Pour 2016, le supplément de VT encaissé et la renégociation à la baisse de la DSP a permis d'ajuster la subvention d'équilibre à la baisse à hauteur de 61 800 €. Pour 2017, la modification à la baisse des bases de VT ainsi que la maintenance du système d'information voyageurs (application mobile et bornes), devraient avoir pour conséquence le versement d'une subvention estimée à 200 000 €.

c. Participations aux Structures annexes :

Le Grand Cahors a subventionné ces structures à hauteur de 2.1 M€ en 2016.

L'objectif 2017 est de maintenir voire diminuer l'ensemble des subventions aux structures. L'effort de chacun étant nécessaire à la réussite collective.

| CIAS | 2013 | 2014 | 2015 | DOB 16 | 2016 | |
|---|-------------|-------------|-------------|----------------|-------------------|--------------------|
| Montant subvention équilibre | 466 364 € | 488 606 € | 472 000 € | 500 000 € | 525 104 € | |
| reversement sub -Programme réussite Educative | | | | | 35 941 € | |
| EPIC TOURISME | | | | | | |
| Montant subvention équilibre | 354 212 € | 533 760 € | 471 695 € | 510 000 € | 530 000 € | |
| SMOCS (participation 54.5%) | | | | | | |
| Montant participation | 492 962 € | 469 525 € | 465 680 € | 470 000 € | 469 790 € | |
| SMO CUC (participation 55%) | | | | | | |
| Montant participation | 131 292 € | 135 339 € | 140 530 € | 141 000 € | 140 580 € | |
| SCOT | | | | | | |
| Montant participation | 74 107 € | 79 014 € | 79 014 € | 79 014 € | 79 014 € | |
| EPIC REC | | | | | | |
| Montant subvention équilibre | | | 226 000 € | 226 000 € | 276 200 € | |
| | | | | hors clect fev | dont CLECT fev 16 | |
| PETR | | | | | | |
| Montant de participations | | | - € | 68 969 € | 68 969 € | |
| Syndicat de la Rance et du Célé | | | | - € | 27 406 € | |
| | | | | | 14 857 € | 2015 versé en 2016 |
| Total des participations | 1 518 938 € | 1 706 245 € | 1 854 920 € | 1 994 983 € | 2 167 861 € | |

V – SYNTHÈSE

La force de notre collectivité réside toujours dans sa capacité à anticiper et à ne pas subir. La politique financière du Grand Cahors est pluri annuelle et ses prévisions à 2/3 ans sont réalistes.

Depuis 2013/2014, nous savions que nous nous dirigeons de manière durable vers une gestion financière beaucoup plus restreinte et économe. Nos recettes baisseraient et nos dépenses au mieux allaient être contenues. Nous savions également qu'à échéance 2019, la DGF perçue baisserait de près de quatre millions d'euros.

2015 avait vu un premier train de mesures important d'économie qui a permis de maintenir l'évolution de nos charges de fonctionnement

Nos objectifs de 2016 ont été tenus, ils étaient :

- 1- Continuer la compression de nos charges de fonctionnement. (Le gros effort a porté sur les charges générales - 150 000 €).
- 2- Reconduire la répartition dérogatoire du FPIC tout en assurant aux communes le montant DSC 2014 cela nous a apporté + 68 000 €.
- 3- Abandonner ou diminuer des compétences L'analyse démontre que les gains sont ridicules à court terme (que fait-on du personnel ? les frais de structures sont inchangés).
- 4- Restreindre l'investissement : Nous les avons ramenés à 9 millions d'euros, pour un emprunt de 4 millions d'euros en 2016.
- 5- Maintenir les charges de personnel (très peu d'embauches malgré des départs).
- 6- Le levier fiscal : nous ne l'avons pas activé.

Nous avons en 2016 intégré plusieurs éléments négatifs et positifs non prévus

La perte de DGF de 1,124 million d'euros a été plus importante que prévue - 120 000 € supplémentaires.

La diminution de près de 300 000 € du FPIC.

L'évolution atone voire négative de la fiscalité (en sachant que nous n'avons jamais activé le levier fiscal sur la régularisation de l'urbanisme pour 290 000 €) : -60 000€

En contrepartie les taux des prêts n'ont jamais été aussi bas (certains prêts ont été renégociés).

Le résultat de clôture de l'exercice 2016 nous donne **une épargne nette de 1 M€**. Sans ces imprévues, **il aurait été de près de 1,7 million d'euros**.

C'est encore un bon résultat vu le contexte mais force est de constater qu'il **diminue**, malgré tous les efforts effectués de près **1,2 million d'euros par rapport à 2015**.

Pour 2017, il nous faut toujours intégrer les diminutions importantes des dotations de l'Etat (DGF large, FPIC) et constater également la stabilité de la population et de l'activité économique qui auront un impact sur nos rentrées fiscales.

Les perspectives sont sombres. Aujourd'hui avec les éléments connus nous devons encore trouver **1,3 million d'économie pour maintenir notre épargne nette**.

Il nous faut également avoir une bonne gestion financière. Cela conditionne les ratios de risques bancaires. (Si vous avez des mauvais ratios les banques ne prêtent plus).

Nous avons encore beaucoup d'incertitudes pour réaliser une prévision précise. Pour réaliser notre objectif 2017, **il nous faudra prendre les mesures suivantes** :

- 1 **Accepter d'augmenter notre capacité de désendettement** sans être dans le rouge (ratios bancaires)
- 2 **Poursuivre et mettre en place les pistes d'optimisation de nos services**
 - Fermeture de Blanchard : - 50 000 € (relocalisation ALSH)
 - Communication : -120 000 € (Lot OF Saveurs, Journaux)
 - Voirie : -300 000 € (exceptionnel sur une année)
 - Internalisation du BIJ : avec reprise de l'emploi -10 000€
 - Optimisation charges de personnel : -80 000 €
- 3 **Reconduire, si possible, la répartition dérogatoire du FPIC** Nous attendons les chiffres des dotations (mai/juin) avec beaucoup d'inconnus.
- 4 **Restreindre l'investissement** : Compte tenu des contraintes financières de notre collectivité, des arbitrages sévères devront être effectués sur la programmation de ces investissements et il faudra le limiter **le reste à charge** à hauteur de notre capacité d'encours de dette (Pour rappel le montant remboursé annuellement est de 2M€ environ, au-delà nous augmentons notre encours de dette)

En conclusion, nous avons encore les moyens de ne pas toucher à la fiscalité en 2017.

La bonne réalisation des mesures préconisées ci-dessus et l'ampleur de la baisse des dotations de l'Etat en 2017 sur nos collectivités seront décisives quant à notre capacité à prolonger cette pause fiscale.

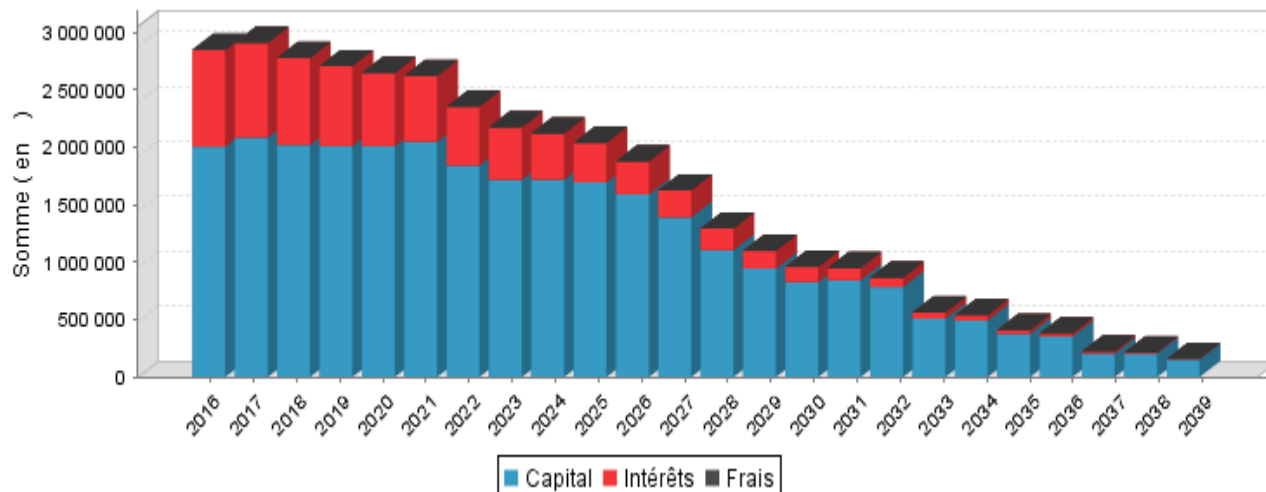
A – Comparatif DOB2016/ CA 2016 détaillée de la rétrospective consolidée BP+OM

Rétrospective consolidée BP+OM détaillée / comparaison DOB 2016/ réalisé 2016

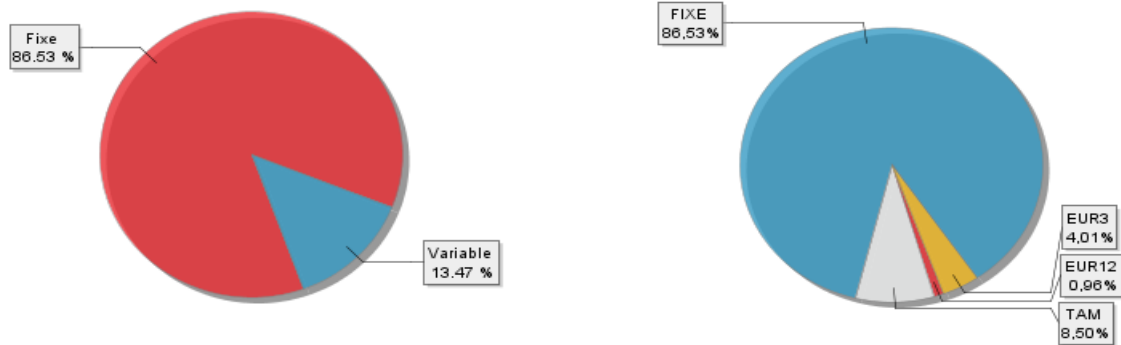
| K€ | 2014 | 2015 | 2016 DOB | 2016 | DIFF | commentaires |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|-------|--|
| Produits fct courant (A) | 31 778 | 30 901 | 30 734 | 31 397 | 663 | |
| Produits fct courant stricts | 31 670 | 30 783 | 30 634 | 31 272 | 638 | |
| Impôts et taxes | 19 553 | 19 522 | 20 272 | 20 673 | | |
| Contributions directes | 12 374 | 12 590 | 12 844 | 12 522 | -322 | previson dob +2,5% trop elevé |
| Attribution de compensation reçue | 788 | 734 | 697 | 1 833 | 1 136 | hors regul smac + sdis |
| TEOM | 5 832 | 5 911 | 6 172 | 6 029 | -143 | prev dob fort + 2,5% |
| Attribution FPIC | 299 | 0 | 288 | 0 | -288 | suite notif fpic |
| Solde impôts et taxes | 260 | 288 | 271 | 289 | 18 | regul fisca cahors sud |
| Dotations et participations | 8 200 | 7 111 | 6 080 | 5 996 | | |
| DGF | 7 291 | 6 285 | 5 364 | 5 241 | -123 | |
| Compensations fiscales | 381 | 396 | 316 | 316 | 0 | prev dob perte 10% fort |
| Solde participations diverses | 528 | 430 | 400 | 439 | 39 | |
| Autres produits de fonct. courant | 3 916 | 4 149 | 4 282 | 4 604 | | |
| Produits des services | 3 766 | 4 016 | 4 132 | 4 487 | 355 | ecart des MAD |
| Produits de gestion | 151 | 134 | 150 | 117 | -33 | |
| Atténuations de charges | 108 | 118 | 100 | 124 | 24 | |
| Produits exceptionnels larges (B) | 215 | 44 | 30 | 66 | 36 | |
| Produits fonctionnement (C = A+B) | 31 993 | 30 945 | 30 764 | 31 463 | 699 | |
| Charges fonctionnement courant (D) | 26 830 | 25 646 | 26 372 | 27 527 | 1 155 | |
| Charges fct courant strictes | 23 850 | 23 772 | 25 182 | 26 733 | | |
| Charges à caractère général | 9 154 | 8 481 | 8 347 | 8 129 | -218 | ecart car dans dob evol avec pre CA 2015 |
| Charges de personnel | 10 827 | 11 124 | 12 474 | 12 718 | 244 | ecart des MAD |
| Participations versées et gest ^o courante (yc imd élus) | 3 869 | 4 167 | 4 361 | 5 886 | 1 525 | sdis |
| Atténuations de produits | 2 980 | 1 874 | 1 190 | 795 | | |
| AC versée | 1 643 | 1 231 | 717 | 218 | -499 | hors regul smac + sdis |
| DSC versée | 856 | 223 | 0 | 155 | 155 | regul suite fpic |
| Prélèvement FNGIR | 421 | 421 | 463 | 421 | -42 | Estimation dob erronée |
| Solde atténuations de produits | 60 | 0 | 10 | 0 | -10 | |
| EXCEDENT BRUT COURANT (A-D) | 4 948 | 5 255 | 4 362 | 3 869 | -493 | |
| Charges exceptionnelles larges (E) | 110 | 242 | 110 | 131 | 21 | |
| Frais financiers divers | 20 | 139 | 40 | 39 | -1 | |
| Charges exceptionnelles | 90 | 103 | 70 | 92 | 22 | |
| Charges fonctionnement hs int. (F = D+E) | 26 939 | 25 889 | 26 482 | 27 658 | 1 176 | |
| EPARGNE DE GESTION (C-F) | 5 054 | 5 057 | 4 282 | 3 804 | -478 | |
| Intérêts (G) | 934 | 881 | 900 | 846 | -54 | |
| Charges de fonctionnement (I = F+G) | 27 873 | 26 770 | 27 382 | 28 505 | 1 123 | |
| EPARGNE BRUTE (J = C-I) | 4 120 | 4 175 | 3 382 | 2 958 | -424 | |
| Capital (K) | 1 895 | 1 908 | 2 000 | 1 900 | -100 | |
| EPARGNE NETTE (L = J-K) | 2 225 | 2 267 | 1 382 | 1 058 | -324 | |

B – Détail encours de dette par budget

> Extinction globale en annuité au 31/12/16



Structure par Type de Taux au 31/12/16



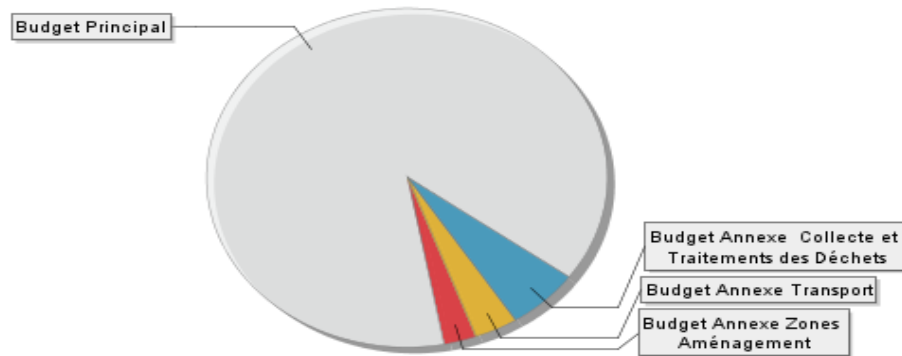
| Stock au 31/12/2016 | Taux Fixe | Taux Variable | TOTAL |
|---------------------------------|-----------------|----------------|-----------------|
| Encours | 24 395 458,35 € | 3 798 059,42 € | 28 193 517,77 € |
| Pourcentage global | 86.53 % | 13.47 % | 100.0 % |
| Durée de vie moyenne | 7 ans, 11 mois | 5 ans, 10 mois | 7 ans, 8 mois |
| Duration | 6 ans, 11 mois | 5 ans, 10 mois | 6 ans, 10 mois |
| Nombre d'emprunts | 29 | 6 | 35 |
| Taux actuariel | 3.57 % | 0.09 % | 3.1 % |
| Taux moyen de l'exercice | 3.83 % | 0.19 % | 3.28 % |

| Index | Nb | Encours au 31/12/2016 | | Annuité : Capital + intérêts | |
|--------------|-----------|-----------------------|---------|------------------------------|---------|
| | | | % | | % |
| EUR3 | 1 | 1 129 746,63 | 4.01 % | 70 594,39 | 2.37 % |
| EUR12 | 1 | 270 993,79 | 0.96 % | 54 661,39 | 1.83 % |
| TAM | 4 | 2 397 319,00 | 8.5 % | 267 801,00 | 8.99 % |
| FIXE | 29 | 24 395 458,35 | 86.53 % | 2 478 719,39 | 83.21 % |
| TOTAL | 35 | 28 193 517,77 | | 2 978 895,48 | |

Encours par tranche de Taux Actuariel au 31/12/16

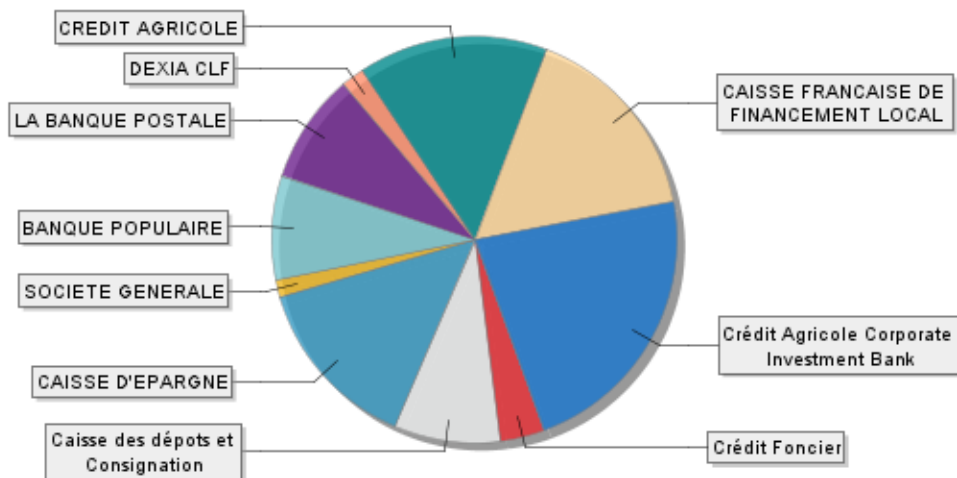


> Répartition par Budgets au 31/12/16



| Budgets | Montant |
|---|-------------------------|
| Budget Annexe Zones Aménagement | 723 640,00 □ 2.57 % |
| Budget Principal | 24 815 465,09 □ 88.02 % |
| Budget Annexe Collecte et Traitements des Déchets | 1 663 425,88 □ 5.9 % |
| Budget Annexe Transport | 990 986,80 □ 3.51 % |
| TOTAL | 28 193 517,77 □ |

Répartition par prêteurs :



| Prêteur | Montant |
|---|------------------------|
| Crédit Foncier | 1 000 000,00 □ 3.55 % |
| Caisse des dépôts et Consignation | 2 382 849,70 □ 8.45 % |
| CAISSE D'EPARGNE | 3 952 285,10 □ 14.02 % |
| SOCIETE GENERALE | 380 000,00 □ 1.35 % |
| BANQUE POPULAIRE | 2 343 616,14 □ 8.31 % |
| LA BANQUE POSTALE | 2 462 725,00 □ 8.74 % |
| DEXIA CLF | 513 886,89 □ 1.82 % |
| CREDIT AGRICOLE | 4 263 032,23 □ 15.12 % |
| CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL | 4 571 198,59 □ 16.21 % |
| Crédit Agricole Corporate Investment Bank | 6 323 924,12 □ 22.43 % |
| TOTAL | 28 193 517,77 □ |

TAXE HABITATION 2016

| TAXE HABITATION 2016 | | | | | | | | | | |
|----------------------|---------------|-------------------|----------------|-----------------|---------------------|---------------|-------------------|--------------------|-------------------------|---|
| COMMUNE | HAB DGF 2016 | Base TH | Base THLV | Taux TH commune | Produit TH communal | Produit THLV | Base TH CAGC | différence de Base | Produit CAGC-taux 8,08% | total produit TH perçu par les CT sur le territoire |
| ARCAMBAL | 1 114 | 1 158 831 | | 9,09 | 105 338 | - | 1 065 829 | -93 002,00 | 86 119 | 191 457 |
| BOISSIERES | 441 | 440 995 | | 12,09 | 53 316 | - | 403 593 | -37 402,00 | 32 610 | 85 927 |
| BOUZIES | 148 | 163 266 | | 7,23 | 11 804 | - | 155 244 | -8 022,00 | 12 544 | 24 348 |
| CABRETS | 320 | 421 320 | | 9,02 | 38 003 | - | 397 154 | -24 166,00 | 32 090 | 70 093 |
| CAHORS | 21 326 | 33 341 838 | 581 262 | 16,55 | 5 518 074 | 96 199 | 31 433 924 | -1 907 914,00 | 2 539 861 | 8 057 935 |
| CAILLAC | 653 | 726 940 | | 14,70 | 106 860 | - | 674 275 | -52 665,00 | 54 481 | 161 342 |
| CALAMANE | 502 | 466 696 | | 12,09 | 56 424 | - | 419 916 | -46 780,00 | 33 929 | 90 353 |
| CATUS | 1 032 | 909 116 | | 17,68 | 160 732 | - | 919 488 | 10 372,00 | 74 295 | 235 026 |
| CIEURAC | 531 | 536 818 | | 2,65 | 14 226 | - | 480 292 | -56 526,00 | 38 808 | 53 033 |
| COURS | 357 | 326 265 | | 9,03 | 29 462 | - | 328 822 | 2 557,00 | 26 569 | 56 031 |
| CRAYSSAC | 841 | 827 110 | | 8,28 | 68 485 | - | 753 196 | -73 914,00 | 60 858 | 129 343 |
| DOUELLE | 942 | 1 003 348 | | 9,25 | 92 810 | - | 1 039 725 | 36 377,00 | 84 010 | 176 819 |
| ESPERE | 1 029 | 1 410 778 | | 11,66 | 164 497 | - | 1 337 029 | -73 749,00 | 108 032 | 272 529 |
| FONTANES | 507 | 528 991 | | 6,18 | 32 692 | - | 481 797 | -47 194,00 | 38 929 | 71 621 |
| FRANCOULES | 257 | 269 526 | | 7,85 | 21 158 | - | 246 644 | -22 882,00 | 19 929 | 41 087 |
| GIGOUZAC | 285 | 264 615 | | 15,70 | 41 545 | - | 239 645 | -24 970,00 | 19 363 | 60 908 |
| LES JUNIES | 323 | 374 829 | | 10,06 | 37 708 | - | 348 116 | -26 713,00 | 28 128 | 65 836 |
| LABASTIDE DU VERT | 310 | 330 468 | | 13,92 | 46 001 | - | 301 912 | -28 556,00 | 24 394 | 70 396 |
| LABASTIDE MARNHAC | 1 259 | 1 189 232 | | 11,95 | 142 113 | - | 1 071 738 | -117 494,00 | 86 596 | 228 710 |
| LAMAGDELAINE | 805 | 1 010 548 | | 9,59 | 96 912 | - | 1 096 646 | 86 098,00 | 88 609 | 185 521 |
| LAROQUE DES ARCS | 554 | 937 560 | | 8,26 | 77 442 | - | 891 141 | -46 419,00 | 72 004 | 149 447 |
| LHERM | 328 | 388 970 | | 7,84 | 30 495 | - | 368 731 | -20 239,00 | 29 793 | 60 289 |
| MAXOU | 339 | 316 221 | | 10,38 | 32 824 | - | 285 546 | -30 675,00 | 23 072 | 55 896 |
| MECHMONT | 152 | 147 093 | | 6,90 | 10 149 | - | 136 140 | -10 953,00 | 11 000 | 21 150 |
| MERCUES | 1 072 | 1 686 529 | 11 127 | 5,50 | 92 759 | 612 | 1 601 242 | -85 287,00 | 129 380 | 222 139 |
| LE MONTAT | 1 167 | 1 085 239 | | 9,09 | 98 648 | - | 980 149 | -105 090,00 | 79 196 | 177 844 |
| MONTGESTY | 418 | 595 522 | | 7,89 | 46 987 | - | 562 519 | -33 003,00 | 45 452 | 92 438 |
| NUZEJOULS | 388 | 376 361 | | 15,53 | 58 449 | - | 339 986 | -36 375,00 | 27 471 | 85 920 |
| PONTCIRQ | 205 | 233 210 | | 8,89 | 20 732 | - | 217 160 | -16 050,00 | 17 547 | 38 279 |
| PRADINES | 3 656 | 6 287 482 | | 10,69 | 672 132 | - | 6 065 380 | -222 102,00 | 490 083 | 1 162 215 |
| SAINT CIRQ-LAPOPIE | 362 | 340 289 | | 8,05 | 27 393 | - | 319 101 | -21 188,00 | 25 783 | 53 177 |
| SAINT DENIS-CATUS | 235 | 210 230 | | 10,40 | 21 864 | - | 210 686 | 456,00 | 17 023 | 38 887 |
| SAINT GERY | 529 | 565 924 | | 10,47 | 59 252 | - | 521 540 | -44 384,00 | 42 140 | 101 393 |
| SAINT MEDARD-CATUS | 211 | 285 209 | | 8,92 | 25 441 | - | 266 865 | -18 344,00 | 21 563 | 47 003 |
| TOUR DE FAURE | 431 | 548 212 | 7 174 | 7,86 | 43 089 | 564 | 516 085 | -32 127,00 | 41 700 | 84 789 |
| TRESPoux RASSIELS | 859 | 743 059 | | 12,00 | 89 167 | - | 665 196 | -77 863,00 | 53 748 | 142 915 |
| VALROUFIE | 483 | 471 947 | | 9,29 | 43 844 | - | 427 229 | -44 718,00 | 34 520 | 78 364 |
| VERS | 529 | 687 088 | | 8,54 | 58 677 | - | 639 862 | -47 226,00 | 51 701 | 110 378 |
| ST PIERRE LAFEUILLE | 389 | 315 432 | 6 937 | 14,17 | 44 697 | 983 | 281 127 | -34 305,00 | 22 715 | 67 412 |
| total estimé | 45 289 | 61 923 107 | 606 500 | 10,13 | 8 392 200 | 98 358 | 58 490 670 | - 3 432 437 | 4 726 046 | 13 118 246 |

Taxe Foncière 2016

AR PREFECTURE

046-200023737-20170130-01_30_01_2017-DE
Regu le 01/02/2017

| COMMUNE | HAB DGF 2016 | TAXE FONCIERE BATI 2016 | | | TAXE FONCIERE NON BATI | | | | Taxe additionnelle FNB - CAGC | | Total TF encaissé par les CT sur le territoire | Base TEOM | Produit TEOM |
|---------------------|---------------|-------------------------|--------------|----------------------|------------------------|----------------|-----------------------|-------------------------|-------------------------------|----------------------|--|-------------------|------------------|
| | | Base TFB | Taux FB | Produit TFB communal | Base FNB | Taux FNB | Produit TFNB communal | Produit TFNB 7,49% CAGC | Base | Produit TA FNB- 134% | | | |
| ARCAMBAL | 1 114 | 708 670 | 18,03 | 127 773 | 15 744 | 127,59 | 20 088 | 1 179 | 3 129 | 4 193 | 153 233 | 754 191 | 77 154 |
| BOISSIERES | 441 | 265 757 | 21,69 | 57 643 | 9 477 | 235,8 | 22 347 | 710 | 1 212 | 1 624 | 82 323 | 292 140 | 29 886 |
| BOUZIES | 148 | 112 939 | 18,06 | 20 397 | 6 684 | 120,3 | 8 041 | 501 | 916 | 1 227 | 30 166 | 118 182 | 12 090 |
| CABRERETS | 320 | 293 285 | 20,11 | 58 980 | 8 452 | 139,85 | 11 820 | 633 | 190 | 255 | 71 687 | 300 932 | 30 785 |
| CAHORS | 21 326 | 28 995 828 | 38,25 | 11 090 904 | 76 012 | 163,34 | 124 158 | 5 693 | 42 724 | 57 250 | 11 278 006 | 29 890 389 | 3 846 893 |
| CAILLAC | 653 | 612 676 | 22,66 | 138 832 | 24 668 | 163,92 | 40 436 | 1 848 | 609 | 816 | 181 932 | 491 820 | 50 313 |
| CALAMANE | 502 | 274 175 | 22,02 | 60 373 | 8 030 | 150,69 | 12 100 | 601 | 3 401 | 4 557 | 77 633 | 282 235 | 28 873 |
| CATUS | 1 032 | 826 903 | 21,81 | 180 348 | 14 896 | 147,88 | 22 028 | 1 116 | 1 189 | 1 593 | 205 085 | 855 012 | 87 468 |
| CIEURAC | 531 | 424 254 | 5,58 | 23 673 | 13 524 | 60,77 | 8 219 | 1 013 | 2 556 | 3 425 | 36 330 | 365 963 | 37 438 |
| COURS | 357 | 246 155 | 18,05 | 44 431 | 6 746 | 98,96 | 6 676 | 505 | 175 | 235 | 51 847 | 243 910 | 24 952 |
| CRAYSSAC | 841 | 556 878 | 16,05 | 89 379 | 7 586 | 144,56 | 10 966 | 568 | 3 070 | 4 114 | 105 027 | 547 775 | 56 037 |
| DOUELLE | 942 | 727 332 | 19,33 | 140 593 | 17 914 | 139,79 | 25 042 | 1 342 | 1 292 | 1 731 | 168 708 | 756 213 | 77 361 |
| ESPERE | 1 029 | 882 956 | 24,65 | 217 649 | 5 012 | 217,66 | 10 909 | 375 | 797 | 1 068 | 230 001 | 960 317 | 98 240 |
| FONTANES | 507 | 879 191 | 11,71 | 102 953 | 19 463 | 116,72 | 22 717 | 1 458 | 3 947 | 5 289 | 132 417 | 565 180 | 57 818 |
| FRANCOULES | 257 | 174 346 | 12,25 | 21 357 | 6 599 | 99,08 | 6 538 | 494 | 76 | 102 | 28 492 | 181 917 | 18 610 |
| GIGOUZAC | 285 | 187 678 | 29,68 | 55 703 | 6 169 | 181,92 | 11 223 | 462 | 227 | 304 | 67 692 | 162 750 | 16 649 |
| LES JUNIES | 323 | 236 475 | 16,23 | 38 380 | 10 537 | 156,51 | 16 491 | 789 | 197 | 264 | 55 925 | 250 190 | 25 594 |
| LABASTIDE DU VERT | 310 | 205 711 | 25,82 | 53 115 | 5 634 | 259,38 | 14 613 | 422 | 280 | 375 | 68 525 | 210 014 | 21 484 |
| LABASTIDE MARNHAC | 1 259 | 723 123 | 22,05 | 159 449 | 14 752 | 202,08 | 29 811 | 1 105 | 3 450 | 4 623 | 194 987 | 745 218 | 76 236 |
| LAMAGDELAINE | 805 | 749 110 | 14,74 | 110 419 | 9 606 | 152,66 | 14 665 | 719 | 760 | 1 018 | 126 821 | 764 122 | 78 170 |
| LARQUE DES ARCS | 554 | 557 548 | 18,16 | 101 251 | 2 727 | 220,46 | 6 012 | 204 | 390 | 523 | 107 990 | 577 912 | 59 120 |
| LHERM | 328 | 218 322 | 13,90 | 30 347 | 10 340 | 129,7 | 13 411 | 774 | 139 | 186 | 44 718 | 236 204 | 24 164 |
| MAXOU | 339 | 181 440 | 19,27 | 34 963 | 5 545 | 167,94 | 9 312 | 415 | 517 | 693 | 45 384 | 192 521 | 19 695 |
| MECHMONT | 152 | 83 852 | 9,51 | 7 974 | 4 271 | 119,87 | 5 120 | 320 | 5 | 7 | 13 421 | 88 609 | 9 065 |
| MERCUES | 1 072 | 1 506 771 | 15,63 | 235 508 | 19 790 | 88,62 | 17 538 | 1 482 | 2 621 | 3 512 | 258 041 | 1 315 457 | 134 571 |
| LE MONTAT | 1 167 | 841 773 | 17,92 | 150 846 | 10 508 | 193,59 | 20 342 | 787 | 2 441 | 3 271 | 175 246 | 769 983 | 78 769 |
| MONTGESTY | 418 | 342 523 | 15,07 | 51 618 | 6 154 | 146,03 | 8 987 | 461 | 906 | 1 214 | 62 280 | 360 347 | 36 863 |
| NUZEJOULS | 388 | 224 888 | 23,93 | 53 816 | 5 007 | 181,69 | 9 097 | 375 | 603 | 808 | 64 096 | 236 787 | 24 223 |
| PONTCIRQ | 205 | 152 408 | 16,35 | 24 919 | 4 727 | 195,67 | 9 249 | 354 | 158 | 212 | 34 734 | 161 156 | 16 486 |
| PRADINES | 3 656 | 4 359 726 | 21,64 | 943 445 | 26 337 | 193,82 | 51 046 | 1 973 | 7 749 | 10 384 | 1 006 847 | 4 516 283 | 581 246 |
| SAINT CIRQ-LAPOPIE | 362 | 275 674 | 15,80 | 43 556 | 7 805 | 103,31 | 8 063 | 585 | 770 | 1 032 | 53 236 | 289 282 | 29 594 |
| SAINT DENIS-CATUS | 235 | 198 048 | 23,98 | 47 492 | 8 666 | 132,22 | 11 458 | 649 | 1 294 | 1 734 | 61 333 | 153 545 | 15 708 |
| SAINT GERY | 529 | 354 806 | 24,87 | 88 240 | 12 240 | 159,77 | 19 556 | 917 | 1 953 | 2 617 | 111 330 | 380 448 | 38 920 |
| SAINT MEDARD-CATUS | 211 | 164 601 | 22,57 | 37 150 | 5 297 | 166,29 | 8 808 | 397 | 134 | 180 | 46 535 | 171 185 | 17 512 |
| TOUR DE FAURE | 431 | 356 117 | 17,69 | 62 997 | 10 379 | 142,68 | 14 809 | 777 | 1 624 | 2 176 | 80 759 | 374 234 | 38 284 |
| TRESPoux RASSIELS | 859 | 448 061 | 24,65 | 110 447 | 14 148 | 201,37 | 28 490 | 1 060 | 348 | 466 | 140 463 | 475 313 | 48 625 |
| VALROUFIE | 483 | 283 803 | 14,72 | 41 776 | 4 621 | 128,65 | 5 945 | 346 | 211 | 283 | 48 350 | 298 424 | 30 529 |
| VERS | 529 | 454 460 | 20,63 | 93 755 | 13 335 | 139,52 | 18 605 | 999 | 2 797 | 3 748 | 117 107 | 468 928 | 47 971 |
| ST PIERRE LAFEUILLE | 389 | 235 055 | 22,97 | 53 992 | 4 049 | 106,5 | 4 312 | 303 | 380 | 509 | 59 117 | 238 596 | 24 408 |
| total estimé | 45 289 | 49 323 318 | 19,44 | 15 006 443 | 463 451 | 153,77% | 709 049 | 34 712 | 95 237 | 127 618 | 15 877 823 | 50 043 684 | 6 027 804 |

Fiscalité des entreprises : Contribution Economique Territoriale 2016

| CFE 2016 - tx voté 32,78%- harmonisation en cours jusu'en 2019 | | | | | | | |
|--|---------------|-------------------|---------------|---------------|------------------|------------------|------------------|
| COMMUNE | HAB DGF 2016 | Base CFE | Base CFE ZAE | taux CFE | Produit CAGC | Produit CVAE | TOTAL CET |
| ARCAMBAL | 1 114 | 237 536 | | 32,93% | 78 221 | 7835 | 86 056 |
| BOISSIERES | 441 | 50 774 | | 33,65% | 17 085 | 3389 | 20 474 |
| BOUZIES | 148 | 27 701 | | 32,78% | 9 080 | 3808 | 12 888 |
| CABRERETS | 320 | 68 737 | | 32,78% | 22 532 | 2306 | 24 838 |
| CAHORS | 21 326 | 8 363 356 | | 32,93% | 2 754 053 | 1500366 | 4 254 419 |
| CAILLAC | 653 | 265 323 | | 32,10% | 85 169 | 22059 | 107 228 |
| CALAMANE | 502 | 15 318 | | 31,84% | 4 877 | 1345 | 6 222 |
| CATUS | 1 032 | 154 152 | 3057 | 32,55% | 51 115 | 15357 | 66 472 |
| CIEURAC | 531 | 431 284 | | 30,91% | 133 310 | 6176 | 139 486 |
| COURS | 357 | 301 688 | | 32,78% | 98 893 | 25924 | 124 817 |
| CRAYSSAC | 841 | 127 825 | 10398 | 31,55% | 43 522 | 8647 | 52 169 |
| DOUELLE | 942 | 104 092 | | 32,78% | 34 121 | 6533 | 40 654 |
| ESPERE | 1 029 | 109 108 | | 32,93% | 35 929 | 16715 | 52 644 |
| FONTANES | 507 | 857 147 | | 32,93% | 282 259 | 131715 | 413 974 |
| FRANCOULES | 257 | 8 495 | | 30,79% | 2 616 | 612 | 3 228 |
| GIGOUZAC | 285 | 11 221 | 59618 | 31,51% | 21 844 | 2041 | 23 885 |
| LES JUNIES | 323 | 19 375 | | 31,83% | 6 167 | 1644 | 7 811 |
| LABASTIDE DU VERT | 310 | 26 599 | | 32,10% | 8 538 | 1836 | 10 374 |
| LABASTIDE MARNHAC | 1 259 | 79 032 | | 32,93% | 26 025 | 7828 | 33 853 |
| LAMAGDELAIN | 805 | 370 733 | | 32,93% | 122 082 | 19660 | 141 742 |
| LAROQUE DES ARCS | 554 | 48 939 | | 32,93% | 16 116 | 1091 | 17 207 |
| LHERM | 328 | 18 432 | | 31,04% | 5 721 | 892 | 6 613 |
| MAXOU | 339 | 19 243 | | 30,72% | 5 911 | 797 | 6 708 |
| MECHMONT | 152 | 2 140 | | 30,15% | 645 | 0 | 645 |
| MERCUES | 1 072 | 409 788 | | 32,93% | 134 943 | 60287 | 195 230 |
| LE MONTAT | 1 167 | 307 782 | | 32,93% | 101 353 | 62127 | 163 480 |
| MONTGESTY | 418 | 27 342 | | 31,88% | 8 717 | 1902 | 10 619 |
| NUZEJOULS | 388 | 4 069 | | 31,04% | 1 263 | 324 | 1 587 |
| PONTCIRQ | 205 | 10 515 | | 32,10% | 3 375 | 119 | 3 494 |
| PRADINES | 3 656 | 566 660 | | 32,93% | 186 601 | 59443 | 246 044 |
| SAINT CIRQ-LAPOPIE | 362 | 91 130 | | 32,78% | 29 872 | 10414 | 40 286 |
| SAINT DENIS-CATUS | 235 | 82 853 | | 30,66% | 25 403 | 13121 | 38 524 |
| SAINT GERY | 529 | 52 560 | | 32,78% | 17 229 | 4994 | 22 223 |
| SAINT MEDARD-CATUS | 211 | 14 003 | | 31,77% | 4 449 | 2076 | 6 525 |
| TOUR DE FAURE | 431 | 63 225 | | 32,78% | 20 725 | 5101 | 25 826 |
| TRESPOUX RASSIELS | 859 | 67 272 | | 32,93% | 22 153 | 3219 | 25 372 |
| VALROUFIE | 483 | 173 144 | | 32,78% | 56 757 | 5314 | 62 071 |
| VERS | 529 | 93 780 | | 32,78% | 30 741 | 10833 | 41 574 |
| ST PIERRE LAFEUILLE | 389 | 45 266 | | 31,62% | 14 313 | 3945 | 18 258 |
| total estimé | 45 289 | 13 727 639 | 73 073 | 32,23% | 4 523 727 | 2 031 795 | 6 555 522 |

Récapitulatif du produit de fiscalité sur le territoire par commune

| COMMUNE | HAB DGF 2016 | Total impots ménage (dont TEOM) | Total impots ménage (dont TEOM)/ hab | TOTAL CET | TOTAL FISCALITE |
|---------------------|-----------------|---------------------------------------|---|------------------|-------------------|
| ARCAMBAL | 1 114 | 421 844 | 379 | 86 056 | 430 745 |
| BOISSIERES | 441 | 198 136 | 449 | 20 474 | 188 724 |
| BOUZIES | 148 | 66 604 | 450 | 12 888 | 67 402 |
| CABRERETS | 320 | 172 565 | 539 | 24 838 | 166 618 |
| CAHORS | 21 326 | 23 182 834 | 1 087 | 4 254 419 | 23 590 360 |
| CAILLAC | 653 | 393 586 | 603 | 107 228 | 450 501 |
| CALAMANE | 502 | 196 858 | 392 | 6 222 | 174 208 |
| CATUS | 1 032 | 527 579 | 511 | 66 472 | 506 583 |
| CIEURAC | 531 | 126 801 | 239 | 139 486 | 228 849 |
| COURS | 357 | 132 829 | 372 | 124 817 | 232 694 |
| CRAYSSAC | 841 | 290 407 | 345 | 52 169 | 286 539 |
| DOUELLE | 942 | 422 889 | 449 | 40 654 | 386 182 |
| ESPERE | 1 029 | 600 770 | 584 | 52 644 | 555 174 |
| FONTANES | 507 | 261 856 | 516 | 413 974 | 618 012 |
| FRANCOULES | 257 | 88 188 | 343 | 3 228 | 72 806 |
| GIGOUZAC | 285 | 145 249 | 510 | 23 885 | 152 485 |
| LES JUNIES | 323 | 147 354 | 456 | 7 811 | 129 571 |
| LABASTIDE DU VERT | 310 | 160 405 | 517 | 10 374 | 149 295 |
| LABASTIDE MARNHAC | 1 259 | 499 933 | 397 | 33 853 | 457 550 |
| LAMAGDELAINE | 805 | 390 512 | 485 | 141 742 | 454 084 |
| LAROQUE DES ARCS | 554 | 316 556 | 571 | 17 207 | 274 643 |
| LHERM | 328 | 129 171 | 394 | 6 613 | 111 620 |
| MAXOU | 339 | 120 975 | 357 | 6 708 | 107 988 |
| MECHMONT | 152 | 43 635 | 287 | 645 | 35 215 |
| MERCUES | 1 072 | 614 751 | 573 | 195 230 | 675 410 |
| LE MONTAT | 1 167 | 431 859 | 370 | 163 480 | 516 570 |
| MONTGESTY | 418 | 191 581 | 458 | 10 619 | 165 337 |
| NUZEJOULS | 388 | 174 239 | 449 | 1 587 | 151 603 |
| PONTCIRQ | 205 | 89 499 | 437 | 3 494 | 76 507 |
| PRADINES | 3 656 | 2 750 308 | 752 | 246 044 | 2 415 106 |
| SAINT CIRQ-LAPOPIE | 362 | 136 007 | 376 | 40 286 | 146 699 |
| SAINT DENIS-CATUS | 235 | 115 928 | 493 | 38 524 | 138 744 |
| SAINT GERY | 529 | 251 643 | 476 | 22 223 | 234 946 |
| SAINT MEDARD-CATUS | 211 | 111 050 | 526 | 6 525 | 100 063 |
| TOUR DE FAURE | 431 | 203 833 | 473 | 25 826 | 191 375 |
| TRESPOUX RASSIELS | 859 | 332 003 | 386 | 25 372 | 308 749 |
| VALROUFIE | 483 | 157 243 | 326 | 62 071 | 188 784 |
| VERS | 529 | 275 456 | 521 | 41 574 | 269 059 |
| ST PIERRE LAFEUILLE | 389 | 150 937 | 388 | 18 258 | 144 787 |
| total estimé | 45 289 | 35 023 872 | 18 238 | 6 555 522 | 35 551 591 |